

NINETY-SECOND MEETING

*Held at Lake Success, New York,
on Thursday, 24 July 1947, at 11 a.m.*

*Acting President: Mr. Jan PAPANĚK
(Czechoslovakia).*

15. Continuation of the discussion of the report of the second session of the Economic and Employment Commission

Mr. NEHRU (India), referring to the remarks made on the previous day by the representative of the United Kingdom, agreed that the report of the Economic and Employment Commission contained many generalizations, but pointed out that the resolution of the Economic and Social Council on employment and economic development¹ referred to very broad objectives and requested the Commission to submit a report to the Council on a very vast subject. With regard to Part V of the report in particular, he agreed with the decision of the Commission to await the recommendations to be made by its Sub-Commission on Economic Development before making any concrete recommendations to the Economic and Social Council.

He believed that the intention underlying the writing of the report had been to summarize the divergent views expressed by the members of the Commission, but he regretted the fact that some of the views expressed had not been correctly or fully set out in the report, and that, in their highly condensed form of presentation, they quite naturally invited criticism.

As regards the accusation of political bias made against the members of the Commission, Mr. Nehru considered that experts should be allowed to express their opinions freely, since political and economic questions were closely interrelated.

He drew the attention of the Council to the work of the Asian Relations Conference, the study of which he felt was essential to the work of the Economic and Employment Commission. Outlining the work of the Conference, he stated that the conclusions reached had been, first, that the problems of most of the nations represented stemmed largely from the fact that in the immediate past all had had more or less colonial economies, and secondly that, in order to

¹ See *Resolutions adopted by the Economic and Social Council* during its Fourth Session, resolution 26 (IV).

QUATRE-VINGT-DOUZIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 24 juillet 1947, à 11 heures.*

*Président par intérim: M. Jan PAPANĚK
(Tchécoslovaquie).*

15. Suite de la discussion sur le rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi sur sa seconde session

M. NEHRU (Inde), rappelant les observations faites la veille par le représentant du Royaume-Uni, reconnaît que le rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi contient de nombreuses généralités, mais signale que la résolution du Conseil économique et social concernant l'emploi et le développement économique¹ vise des objectifs très étendus et invite la Commission à présenter au Conseil un rapport sur un sujet très vaste. En ce qui concerne, en particulier, la cinquième partie du rapport, il approuve la décision prise par la Commission d'attendre les recommandations que doit lui adresser sa Sous-Commission du développement économique avant de faire des recommandations concrètes au Conseil économique et social.

Il croit que les auteurs du rapport ont eu pour but de résumer les opinions divergentes exprimées par les membres de la Commission, mais il regrette que certaines de ces opinions aient été exposées d'une manière inexacte ou incomplète dans le rapport et que, ainsi présentées sous une forme très condensée, ces opinions donnent naturellement lieu à des critiques.

En ce qui concerne l'accusation d'avoir obéi à des considérations d'ordre politique, portée contre les membres de la Commission, M. Nehru estime que des experts devraient pouvoir exprimer librement leurs opinions, étant donné que les questions économiques sont intimement liées aux questions politiques.

Il attire l'attention du Conseil sur l'œuvre de la Conférence des peuples de l'Asie dont il juge l'étude essentielle aux travaux de la Commission des questions économiques et de l'emploi. Il retrace dans ses grandes lignes le travail accompli par la Conférence et déclare qu'elle est arrivée à deux conclusions: premièrement, que les problèmes qui se posent à la plupart des nations représentées tirent, dans une large mesure, leur origine du fait que, dans un passé

¹ Voir les *Résolutions adoptées par le Conseil économique et social* pendant sa quatrième session, résolution 26 (IV).

develop the economic and social life of the region, agricultural reconstruction, industrialization, the development of trade, and freedom from foreign domination should be the objects of regional co-operation in Asia, to be carried out within the framework of the United Nations as a whole.

Mr. Nehru asked the Council whether, if a representative were to advance such views in the Commission, he would be accused of political bias or propaganda. He stated his belief that it would damage the cause of international co-operation if ideas on economic subjects were turned down merely because they had a political foundation or because they were interrelated with political ideas.

Mr. SANTA CRUZ (Chile) said that the subject of economic development was of particular interest to the Latin American countries, and referred to a project concerning economic development of Latin America, which was to be submitted to the United Nations, and which he hoped would be met with approval.

The representative of Chile stated his conviction that the economic development of undeveloped and under-developed countries would not endanger the trade of more industrialized countries, and cited the example of the United States of America, whose trade with industrialized nations had multiplied with their industrialization.

He felt that economic development and the raising of standards of living in accordance with the principles of the United Nations Charter would be the best guarantee for peace and real democracy. He added that the Latin American countries did not, however, believe in economic self-sufficiency; they believed in interdependence and the principle of international co-operation and in the adjustment of national interests to world economic interests.

In conclusion, Mr. Santa Cruz recommended approval of the report of the Economic and Employment Commission, and indicated his intention to submit his views on particular points in the Economic Committee.

The meeting rose at 12.10 p.m.

récent, toutes ces nations ont eu une économie plus ou moins coloniale, et en deuxième lieu, que pour développer l'activité économique et sociale de la région, la reconstruction agricole, l'industrialisation, le développement du commerce et l'affranchissement de cette région de la domination étrangère doivent constituer les objectifs de la coopération régionale en Asie, qui doit se réaliser dans le cadre général des Nations Unies.

M. Nehru demande au Conseil si un représentant qui émettrait une telle opinion au sein de la Commission serait accusé de faire preuve de parti pris politique ou de se livrer à une propagande quelconque. Il déclare être convaincu que la cause de la collaboration internationale souffrirait si certaines idées relatives à des problèmes économiques étaient rejetées simplement parce que leur fondement est d'ordre politique ou parce qu'elles sont liées à des idées politiques.

M. SANTA CRUZ (Chili) déclare que la question du développement économique revêt un intérêt particulier pour les pays de l'Amérique latine et mentionne un projet concernant le développement économique de l'Amérique latine qui doit être soumis aux Nations Unies et qu'il espère voir approuver.

Le représentant du Chili est convaincu que la mise en valeur des pays économiquement non évolués ou insuffisamment évolués ne menacerait pas le commerce des pays plus industrialisés, et il cite l'exemple des Etats-Unis d'Amérique dont le volume des échanges avec les nations industrialisées s'est multiplié à mesure que progressait l'industrialisation de celles-ci.

Il estime que le développement économique et l'élévation du niveau de vie, conformes aux principes de la Charte des Nations Unies, constitueraient la meilleure garantie de paix et de vraie démocratie. Or, ajoute-t-il, les pays de l'Amérique latine ne croient pas à l'autarcie économique; ils croient à l'indépendance et au principe de la coopération internationale, ainsi qu'à l'adaptation des intérêts nationaux aux intérêts économiques mondiaux.

En conclusion, M. Santa Cruz recommande l'adoption du rapport de la Commission des questions économiques et de l'emploi et manifeste l'intention d'exposer devant le Comité des affaires économiques son point de vue sur certaines questions particulières.

La séance est levée à 12 h. 10.